

Marc Goblet

«J'ai dit aux patrons qu'on allait vers la révolte»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

Marc Goblet analyse la situation politico-sociale après que la FGTB a balayé l'accord social avec le gouvernement. Et avance les pistes du syndicat de gauche avant le contrôle budgétaire de mars: taxer le capital mobilier et immobilier.

Quel est l'état d'esprit des troupes à la FGTB aujourd'hui alors que le Front commun syndical a éclaté?

Je veux d'abord souligner que le front commun existe toujours. Mais l'état d'esprit est quand même à la déception dans le sens où je pense qu'on aurait pu avoir un meilleur accord pour les travailleurs et que je persiste à dire que si on avait tenu bon, on aurait pu faire une proposition aux patrons et au gouvernement qui démontrait que le saut d'index n'était pas justifié. On aurait pu éviter ce saut d'index purement idéologique.

Mais comment pouvez-vous dire que le front commun existe encore alors que la CSC a accepté cet accord?

Moi je dis qu'en réalité, il n'y a pas d'accord. À partir du moment où une des organisations n'est pas d'accord, on ne sait pas dire qu'on va signer un AIP: c'est le gouvernement qui va mettre en application ce qui a été négocié sur la marge salariale – et rejeté par la FGTB – via un arrêté royal.

C'est un passage en force du gouvernement?

On a déjà connu ça dans le passé, ce n'est pas surprenant. Ce que je crains, c'est que le gouvernement accepte l'accord mais le corrige

à d'autres endroits. On a relevé pas mal de plafonds, y compris pour le chômage, mais le gouvernement, sous la pression de la N-VA, prétend déjà que l'enveloppe de 127 millions d'euros qui devait corriger les effets du saut d'index, va être utilisée pour un crédit d'impôt pour les bas et moyens salaires. Ils considèrent que parce qu'ils ont donné aux chômeurs, il faut corriger ailleurs.

Vous voulez dire que l'encre n'est pas sèche que le gouvernement essaie déjà de contourner l'accord?

C'est un mode de fonctionnement: prenez l'accord sur les prépensions qu'on a eu en décembre dernier. Le gouvernement a introduit l'âge de 60 ans en 2020 alors que ce n'était pas prévu. Mais c'est le VLD qui l'a exigé. Et ils ne nous ont pas informés. Je pense que ce gouvernement manque de respect vis-à-vis de la concertation, ils devaient au minimum nous informer avant de procéder à de tels changements.

Il y a un contrôle budgétaire le mois prochain: que demandez-vous au Fédéral?

Qu'il corrige son programme antisocial. On voit bien maintenant dans le cadre du débat sur la fiscalité plus juste, ils veulent protéger le capital et toucher à la TVA, c'est de nouveau les plus faibles qui vont payer.

Mais rien n'est décidé!

Je veux bien prendre les paris: ce sera la TVA et les taxes environnementales. Le capital, s'il y a quelque chose, ce sera à la marge.

Ce contrôle budgétaire, c'est un test pour vous?

Évidemment. Et c'est là que je dis aussi que

le front commun n'est pas divisé. On a convenu d'un plan avec des assemblées communes partout pour sensibiliser les citoyens et on a décidé aussi d'une concentration en front commun le 11 mars prochain, contre le saut d'index, pour le financement de la sécurité sociale et pour une fiscalité plus juste.

Mais c'est quoi une fiscalité «plus juste» pour la FGTB?

C'est mettre à contribution le capital.

Comment?

Taxer les plus-values boursières, taxer les patrimoines. Je suis très clair: comment justifie-t-on que sur un revenu du travail on paie entre 30 et 45% d'impôts tandis que sur un revenu mobilier on ne paie qu'entre 0 et 25% d'impôt sur les intérêts? Qu'est ce qui justifie cela? Et sur les revenus immobiliers, on n'a rien! Moi, je n'ai pas de difficulté à ce qu'on tienne compte dans le loyer de tout ce que le propriétaire doit supporter comme charges, assurances, travaux, etc. Mais le reste, c'est un revenu et le revenu doit être taxé comme un revenu du travail.

Mais même le Parti socialiste ne défend pas une taxation des revenus de l'immobilier!

Pourtant, comme nous, la CSC défend cette thèse de la globalisation des revenus. On globalise tous les revenus d'une personne et puis on taxe, c'est la vraie justice fiscale. Mais en attendant, il faut prendre des mesures sur le capital... Marc Coucke, Lux Leaks, Swiss Leaks, ces scandales, c'est de la fraude. On va s'organiser pour que dans le cadre du contrôle budgétaire de mars, on ait de vraies mesures sur le capital. Il y a 250 milliards d'euros sur les comptes d'épargne en Belgique, si vous ajoutez ce qui est du patrimoine, tout ensemble, on arrive à des milliers de milliards d'euros de patrimoine. Avec une taxe de 1%, on aurait la capacité de créer une vraie relance. Et ces gens-là, ce n'est pas cela qui va les tuer.

Alors, va-t-on droit vers de nouvelles grèves?

On verra fin avril, il pourrait y avoir une grève de 24 heures mais ça devra être précédé d'une évaluation d'un comité de la FGTB et des instances de la CSC.

Mais si la CSC dit: «pas de grève», la FGTB va se retrouver seule à faire grève?

On verra à ce moment-là. On est dans un cadre de mobilisation, il y a une gradation:

une concentration, une manifestation et éventuellement une grève. Là, on essaie de nous faire passer pour des ringards parce qu'on refuse de remettre en cause tous les acquis sociaux des travailleurs et des allocataires sociaux. Moi, je suis un syndicaliste pour les défendre. Si être moderne, c'est accepter des reculs sociaux sans arrêt, alors je préfère rester un archaïque. On s'est battu pendant la révolution industrielle pour que les enfants ne travaillent pas et qu'on ne travaille pas la nuit. Si on avait eu le même raisonnement à l'époque, on serait encore aujourd'hui à la semaine de 70 heures!

Est-ce qu'à la FGTB, on trouve que la CSC est trop molle?

Je m'interroge sur comment on va procéder pour mener les actions dans les entreprises et j'admets que je m'inquiète un peu. Si on doit faire des arrêts, que fera la CSC? Je ne dis pas qu'ils sont mous. Mais je leur ai dit que je ne comprenais pas pourquoi ils avaient absolument voulu accepter la dernière proposition des employeurs qui valide le saut d'index. La CSC a plié, nous, on n'est pas d'accord, il y avait moyen d'éviter le saut d'index, nous avons les cartes en main.

La CSC a-t-elle voulu sauver le CD&V qui est au gouvernement?

Moi je veux garder le front commun, donc je ne vais pas rentrer dans ces considérations. Mais bon, nous, on nous dit bien qu'on est le bras armé du PS, j'ai encore dû leur demander jeudi en plein gouvernement d'arrêter de dire cela!

Qui vous a dit cela?

De Croo: il n'arrête pas avec ces bêtises-là. «Si vous croyez que les trois organisations en front commun ont mené leurs actions pour faire plaisir au PS, c'est du grand n'importe quoi» je lui ai dit. C'est infernal, chez De Croo, c'est clairement idéologique. On est en plein dans le thatchérisme. Quand on voit aujourd'hui les atteintes au droit des chômeurs...

Mais c'était déjà le cas sous le gouvernement Di Rupo avec le PS au gouvernement...

Non. Le PS a dû manœuvrer pour éviter la limitation des allocations de chômage dans le temps, les demandes du VLD, et donc on a eu cette dégressivité des allocations. Ça restait une erreur mais ce n'était quand même pas la même chose que ce qu'on vit aujourd'hui! Aujourd'hui, ce qui se passe avec les chômeurs est un scandale.

Le succès des partis comme Syriza en Grèce, les changements annoncés en Espagne, voire en Irlande, qu'est-ce que ça vous inspire?

Cela montre qu'il y a une autre voie que celle choisie par l'Europe actuellement qui veut jeter tout le monde dans l'austérité. J'espère qu'il y aura la décence vis-à-vis de la Grèce d'annuler une partie de la dette et de réévaluer le reste. Annuler la moitié de la dette et réévaluer sur cinquante ans la seconde moitié: les Allemands y ont eu droit pour la réunification allemande. Au-

jourd'hui, on leur prête de l'argent à des conditions telles que plutôt que de les aider, ça les enfonce encore plus. Mais ils ont peur qu'en Espagne et chez d'autres, on demande la même chose. Moi, je l'ai dit aux patrons, vous êtes en train d'appauvrir les gens, et c'est quand il y aura trop de gens appauvris que vous allez connaître la révolte! On n'aura plus les réactions encadrées qu'on a eues jusqu'ici même en Belgique. Quand les gens vont se rendre compte des effets des mesures qui sont en train d'être prises, il sera trop tard.

La révolte?

En Belgique, on ne cesse d'augmenter le nombre de personnes qui sont au seuil de pauvreté. À un moment, ce ne sera plus tenable. Pour le moment, il y a encore un niveau de bien-être global qui est acceptable en moyenne, mais le problème est que la classe moyenne s'effrite de plus en plus et qu'à un moment l'écart entre les riches et les gens qui vont vers la pauvreté, va créer des situations de révolte. Je l'ai dit aux patrons.

«L'expression ne vit plus au PS»

Pour Marc Goblet, le centralisme technocratique du Boulevard de l'Empereur a tout faux. «Les mandataires PS se montrent sur le terrain uniquement avant les élections», déplore-t-il.

MARTIN BUXANT

La FGTB a regagné pas mal de sa combativité avec votre arrivée. Un personnage est né?

J'ai 32 ans d'expérience dans la négociation syndicale, j'ai fait tous les secteurs, j'ai une vision très générale. Moi, j'ai toujours veillé à éviter d'aller vers les grèves et j'ai cherché les solutions. Quand je suis arrivé à la tête du syndicat — on m'a demandé de venir — ce n'était pas pour entrer dans une logique où je m'asseyais au groupe des 10 et on allait me tirer des heures en longueur. C'est clair, j'ai le style d'un syndicaliste de terrain.

Quitte à trancher avec le style habituellement feutré de la concertation sociale?

Je ne vais pas devenir le rond-de-cuir dans un club où on échange avec les patrons. Ce ne sont pas mes copains, ce n'est pas cela ma vie. Quand je vois le mépris qu'ils ont pour les chômeurs ou les allocataires sociaux, pour moi, c'est insupportable. Les attaques que je dois subir parce que je dis les choses franchement, ce n'est pas grave. Moi, mon patron, ce sont mes travailleurs, mes affiliés. Tout le reste, je m'en fous. Qu'on me dise que je suis moderne ou pas, je ne veux pas devenir ministre d'État. Je suis dans un contre-pouvoir: je défends les plus faibles. C'est avec cela que j'ai difficile, quand on m'attaque aujourd'hui sur mes liens avec le Parti socialiste.

Pourquoi?

Parce que je suis au PS depuis toujours, mais que le PS a changé. J'ai toujours tenu un discours très dur vis-à-vis du PS. Je les engageais le premier moi, vraiment. Je leur disais: «On ne fait pas grève contre vous, mais contre d'autres partis de droite, pour vous aider dans le rapport de force». Pour empêcher de prendre des décisions telles que celles qu'ils ont prises sur les chômeurs. Mais non... Ça, ils ne savent pas l'intégrer.

Comment ça?

Ils ne comprennent pas qu'on puisse être dur avec eux quand ils sont au gouvernement. On devrait toujours les caresser dans le sens du poil.

Les technocrates ont-ils le pouvoir au Parti socialiste?

Oui. J'ai toujours regretté le trop faible nombre de travailleurs dans les instances du parti. Pour moi, c'est dramatique. Je le dis très clairement. Les travailleurs devraient aller faire entendre leur voix et peser sur les décisions du PS. D'ailleurs, il n'y a pas un seul président du PS avec qui je ne me suis pas engueulé. Et ce n'est pas pour ça que je ne suis pas respecté au PS. Au contraire. On doit pouvoir leur dire quand ils agissent bien et quand ils n'agissent pas bien.

Mais la structure du parti est sous la coupe d'universitaire technocrates?

Vous savez, on a changé quelque chose de très grave au Parti socialiste. Mon père avait créé en 1981 une ASBL pour reprendre les maisons du Peuple. On avait des lieux de rencontre et d'échanges avec les travailleurs, avec la mutuelle, etc. On vivait ensemble. Puis, il y a eu une transformation dans l'esprit du Parti et des mandataires. Ça, toute cette vie-là, ce débat, ça ne compte plus. Ce qui compte, c'est les événements, c'est aller au football, etc. Les mandataires ne viennent plus sur le terrain, ils ne sont plus dans les assemblées, sauf avant les élections. Et ça, c'est une erreur.

Ils ont laissé le terrain à l'extrême gauche?

Evidemment! C'est ça la vraie réalité. Avant, il y avait les sections, les USC, ça vivait. On invitait les parlementaires, on débattait.

Pourquoi le PS a-t-il délaissé tout cela: le terrain et le débat?

Mais parce qu'on a fait un centralisme qui part du boulevard de l'empereur et qui redescend. À la FGTB, au contraire, c'est la base qui fait tout remonter!

Pourtant, les fédérations ont du pouvoir aussi au Parti socialiste...

L'expression ne vit plus au PS, c'est cela que je veux dire. Et après, on s'étonne que les

militants partent... Mais quand il y a les élections, alors subitement, on se rappelle de l'existence du terrain et on appelle tout le monde. Au niveau syndical, on entretient le débat. Ça vit en continu. Quand l'actualité est forte, on doit parfois aller dans des amphithéâtres tellement les gens veulent s'exprimer. Il faut réunir les gens régulièrement. Je crois que la gauche doit se secourir. Il y a deux problèmes. Primo, elle n'occupe plus assez le terrain. Secundo, la gauche prend toujours un malin plaisir à chercher ce qui la divise, plutôt que ce qui la rassemble. Alors que le plus important est de définir des objectifs prioritaires. Ils se tapent plus dessus au sein de la gauche que vis-à-vis de la droite. On doit repartir de la base et redonner confiance au citoyen.

EXPRESS

«Le front commun existe toujours.»

«La CSC a plié, nous, on n'est pas d'accord, il y avait moyen d'éviter le saut d'index.»

«On globalise tous les revenus d'une personne et puis on taxe, c'est la vraie justice fiscale. Mais en attendant, il faut prendre des mesures sur le capital...»

«Aujourd'hui, ce qui se passe avec les chômeurs est un scandale.»

«Je ne vais pas devenir le rond-de-cuir dans un club où on échange avec les patrons.»

«Les travailleurs devraient aller faire entendre leur voix et peser sur les décisions du PS.»

«Les mandataires ne viennent plus sur le terrain, ils ne sont plus dans les assemblées, sauf avant les élections. Et ça, c'est une erreur.»